

■■■ à un problème d'autorité. C'est alors que la classe politique devra passer la main et charger une personnalité indépendante de pratiquer, à sa place et sous son contrôle, la politique de guerre qu'elle est hors d'état de mener. Bref, il faudra trouver notre Mario Monti pour éviter la catastrophe financière et assurer le redressement économique.

Ce personnage devra combiner compétence et intégrité sans être dépendant du monde de l'argent et pas davantage des partis politiques. S'il ne lui est pas nécessaire d'avoir un grand charisme, il faut, en revanche, éviter le technocrate au cœur sec, le comptable coupé des Français. Une sensibilité de gauche serait bienvenue pour faire accepter les indispensables mesures d'austérité, en écartant la suspicion de favoriser riches et banquiers. Il faut enfin se situer au-dessus des partis, car la politique à mener ne sera pas moins de droite que de gauche, à l'image de celle qu'applique Mario Monti.

L'homme du sursaut. Le seul qui corresponde à ce portrait-robot, c'est le premier président de la Cour des comptes : Didier Migaud. Rappelons qu'il fut député socialiste de 1988 à 2009, qu'il a présidé la commission des Finances de 2007 à 2010 et qu'il fut nommé par Nicolas Sarkozy à son poste actuel. Il est apprécié de la gauche comme de la droite et sa compétence ne porte pas la tare de l'Ena. Voilà un technicien légitimé par le suffrage universel, un élu ayant pris ses distances avec la politique et, surtout, un homme à l'intégrité unanimement reconnue qui, dans l'exercice de ses fonctions actuelles, s'est révélé aussi strict avec ses anciens amis qu'avec ses adversaires traditionnels.

Je ne connais pas M. Didier Migaud ; je ne juge ici qu'un parcours et un profil. Je ne vois nul autre Français qui réponde aussi bien aux exigences de la situation. Il représente donc le recours pour une France acculée, comme le fut l'Italie. Encore faudrait-il ne pas gâcher cette chance. Si la gauche gagne les élections, la tentation sera grande pour elle de confier le ministère des Finances au seul socialiste qui ait gardé la confiance des marchés financiers. Fasse le ciel que le président de la Cour des comptes ne tombe pas dans ce piège ! Car sa crédibilité ne servirait à rien et serait perdue si elle était prise en otage par une classe politique discréditée. Didier Migaud ne peut être l'homme du sursaut que s'il est nommé à Matignon et pas à Bercy et s'il est soutenu au Parlement par 400 députés et non par les seuls représentants de la majorité. Telle est aujourd'hui la voie du salut. Quoi que vous en pensiez, monsieur Migaud, vous êtes l'homme du recours. Préparez-vous, car nous aurons grand besoin de vous ■

Dépenses publiques,



Agnès Verdier-Molinié, diplômée d'histoire économique, directrice de la fondation iFRAP.

Exclusif. Face à la timidité des candidats sur la réduction de la dépense publique, l'iFRAP dégage ses solutions choc.

Le programme est plutôt musclé. Venant de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (iFRAP), cela n'étonnera personne. Cette fondation d'inspiration libérale (et qui s'enorgueillit de ne recevoir que des fonds privés) doit beaucoup à Bernard Zimmern, son créateur, polytechnicien et énarque, qui a fait fortune aux Etats-Unis et garde de ce pays une passion pour l'esprit d'entreprise et la liberté. Sans doute dépité par le peu d'énergie déployée par les grands candidats pour réduire la dépense publique et débrider l'économie, l'iFrap,

que préside Olivier Mitterrand, le frère de Frédéric, propose dans ses « 100 jours pour réformer la France » un traitement de choc pour remettre le pays sur la bonne orbite et lui permettre de rester dans l'euro.

Fidèle à sa philosophie, l'iFRAP avance toute une série de mesures propres à dynamiser l'économie : fin des 35 heures avec des temps de travail négociés par branches, baisse des cotisations patronales, régionalisation du smic, CDD de 36 mois, autorisation des licenciements économiques, orientation de la fiscalité en faveur des PME et même ouverture des magasins et des services sept jours sur sept et vingt-quatre heures sur vingt-quatre ! Un plan d'autant moins politiquement correct qu'il devrait être ponctué en septembre par un référendum où l'on demanderait aux Français s'ils sont d'accord pour supprimer l'emploi à vie pour les nouveaux fonctionnaires hors ministères régionaux (police, défense, justice...). Initiative qui devrait réjouir les futurs embauchés de l'Education nationale...

BALTEL/SIPA

le plan politiquement incorrect

« *Le temps presse*, dit Agnès Verdier-Molinié, directrice de la fondation, *car les déséquilibres financiers de la France sont très profonds. Voilà pourquoi tout doit se jouer dans les cent premiers jours.* » La libération de l'économie, à l'image de ce que fait un Monti en Italie, vise à ranimer la flamme de la croissance sans rien coûter aux finances publiques. LiFRAP, dans un élan d'optimisme, mise sur la création de 1,7 million d'emplois en cinq ans et des rentrées fiscales non négligeables de 14 milliards d'euros par an. Et cela sans toucher aux impôts, qui devraient faire l'objet d'un « big bang », mais plus tard.

Côté impôts, pas d'augmentation donc, mais côté dépenses, ça déménage ! « *Tous les grands candi-*

La thérapie iFRAP (en milliards d'euros)

Années	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes supplémentaires	10,94	12,18	14,56	17,01	18,39
Economies	16,86	21,2	26,55	30,32	34,17
Déficit	- 83	- 72	- 56	- 37*	- 27
Déficit en % du PIB	3,93 %	3,30 %	2,49 %	1,60 %	1,13 %

*L'ifrap, grâce aux mesures prises durant les cent jours, promet de dégager dès 2016 un excédent primaire. Autrement dit, dès 2016, hors service de la dette, le budget serait en excédent : on ne paierait plus les fonctionnaires en s'endettant.

ats parlent de diminuer la dépense publique. Mais nul ne donne le détail des mesures, dit Agnès Verdier-Molinié. *Nous l'avons fait pour eux. Cette campagne électorale n'est décidément pas à la hauteur des enjeux.* » En cinq ans, les experts de l'iFRAP annoncent 150 milliards d'euros d'économies, soit 30 milliards en moyenne annuelle en comptant des cessions

d'immobilier et des privatisations. En dépit des efforts sans précédent prônés par la fondation, la France ne serait en mesure de commencer à rembourser sa dette qu'en... 2021. C'est dire l'étendue des dégâts provoqués par plus de trente ans de laisser-aller financier tant par la gauche (merci, M. Mitterrand !) que par la droite (merci, M. Chirac !). Certes, le programme de la fondation a bien peu de chances de se concrétiser. Il dérange trop de monde dans un pays aussi conservateur que la France. Mais il donne la mesure de l'ampleur de la tâche qui attend le futur président de la République. Les coups de hache de l'iFRAP lâchés dans les cent premiers jours sont aussi puissants que précis. Pour ■■■




Parlons d'électricité

SUR NOS BARRAGES, IL Y A DES ASCENSEURS, MAIS ILS SONT RÉSERVÉS AUX POISSONS.

Être le premier producteur hydroélectrique d'Europe, c'est aussi veiller à la protection de la faune et de la flore. Nous avons ainsi équipé nos barrages d'ascenseurs, pour permettre aux espèces de poissons migrateurs de franchir nos ouvrages hydroélectriques.

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

 parlonsdelectricite.com



■■■ faciliter la lecture, nous avons retenu la moyenne annuelle des économies attendues pour chaque série d'actions ■ P.B.

8 milliards d'euros en réduisant le train de vie des fonctionnaires

Tous les fonctionnaires sont concernés. Ceux dépendant de l'Etat bien sûr, mais aussi les agents des collectivités locales ou encore ceux qui travaillent dans la multitude d'organismes publics (Météo France, le CNRS, Pôle emploi...) que l'on appelle les « opérateurs ». Pour tous, l'idée consiste à réviser les modes de calcul des traitements (exemple : gel du point de la fonction publique). On poursuivrait le non-renouvellement de 1 fonctionnaire sur 2 partant à la retraite, mesure qui se verrait étendue aux collectivités locales, tandis que les opérateurs seraient invités à tailler eux aussi dans les effectifs. Dans la fonction publique d'Etat, il serait mis fin au dispositif des heures supplémentaires. Dans les collectivités locales, une action serait entreprise pour diminuer un taux record d'absentéisme. Enfin, pour les opérateurs, en même temps que l'effort pour réduire la masse salariale, des mesures complémentaires d'économies seraient prises.

7 milliards d'euros en réformant l'Etat-providence

L'effort principal (4,1 milliards) porterait sur la réforme de l'Assurance-maladie. Un programme tout sauf plan-plan. Les hôpitaux publics devraient aligner graduellement leurs tarifs sur ceux des cliniques privées. Le coût des transports sanitaires devrait être réduit de 20%. Le taux des remboursements sur les affections de longue durée serait réduit de 100 à 94% pour limiter les effets d'aubaine constatés dans certaines régions. Les actes inutiles auxquels

procèdent, en médecine de ville, généralistes, spécialistes, infirmières, kinésithérapeutes... seraient combattus. L'iFRAP propose même de baisser à 60% le taux de remboursement de l'acte médical après la sixième consultation. On entend d'ici les protestations...

Le régime des retraites ne serait pas épargné non plus par les coupes de l'iFRAP, mais la cure est moins sévère. La réforme consisterait à unifier tous les régimes en les alignant sur le régime général, ce qui provoquerait quelques grincements chez les fonctionnaires et auprès des bénéficiaires des régimes spéciaux (EDF, SNCF, RATP...). Les économies, modestes (1,2 milliard par an), découleraient surtout d'une meilleure gestion. Pour ce qui est des allocations chômage, l'iFRAP n'y va pas de main morte. La fondation propose aux fonctionnaires de cotiser davantage au chômage et aux salariés des entreprises publiques de cotiser tout court. Elle suggère aussi de réduire à la fois la durée des indemnités et leurs montants et de revoir le régime des intermittents, jugé trop avantageux et trop coûteux pour la collectivité. Enfin, une fiscalisation des allocations familiales et de manière générale de toute forme d'assistance est recommandée. Il arrive en effet que le cumul des aides fasse entrer certains bénéficiaires dans la zone où l'on devient imposable.

6,4 milliards d'euros en gérant de manière plus avisée

Pour l'iFRAP, la gestion des collectivités locales laisse bien plus à désirer que celle de l'Etat. L'améliorer pourrait rapporter 2,1 milliards par an. Au-delà, rien qu'en rationalisant leur politique des achats, Etat et collectivités locales pourraient économiser chaque année 1,9 milliard d'euros supplémentaires, grâce à des mises en commun et à une professionnalisation de la gestion. Autre filon, une meilleure gestion des parcs immobiliers qui

Objectif zéro déficit

2016 : Nicolas Sarkozy et François Bayrou.

2017 : François Hollande. L'iFRAP ne vise un premier excédent qu'en 2021. Un paradoxe, compte tenu de son plan drastique. D'où vient donc ce retard ? Simplement, l'iFRAP n'a pas retenu les hypothèses de croissance jugées trop généreuses du gouvernement pour les prochaines années. Elle se cale sur les prévisions de l'OCDE, plus pessimistes.

« Sunset law »

Les cent jours passés, l'iFRAP nourrit d'autres projets, comme celui de supprimer au bout de dix ans les plus grosses réglementations sur les entreprises. Ou encore de supprimer toutes les niches fiscales qui ne contribuent pas à financer l'économie réelle. L'objectif étant de lutter contre la paperasserie inutile. Les Anglo-Saxons appellent cet exercice « le crépuscule des lois » ou « sunset law ».

n'exclut pas des cessions permettrait d'engranger 1,8 milliard. La seule logique d'un espace de 12 mètres carrés par agent dans les collectivités locales permettrait de gagner quelque 500 millions d'euros par an. Et puisqu'il n'y a pas de petites économies, une gestion plus avisée des fonds destinés aux associations permettrait de récupérer 600 millions chaque année...

2,3 milliards par an en privatisant

A situation exceptionnelle, réponses exceptionnelles. En bons libéraux, les économistes de l'iFRAP proposent ainsi que l'Etat se sépare de ses participations dans les entreprises privées. Ils songent notamment à céder des lignes de TGV et une partie des participations dans EDF et GDF-Suez. Ces opérations pourraient rapporter en moyenne 2,3 milliards pendant cinq ans. Une sorte de bonus exceptionnel, car ces économies-là ne sont par définition pas récurrentes.

6 milliards d'euros en gelant la « réserve »

Enfin, gardons pour la bonne bouche le dernier coup de canif que propose l'iFRAP : une économie, récurrente celle-là, de 6 milliards d'euros par an. Il s'agit de sanctuariser, autrement dit de ne plus tirer sur elle, la « réserve de précaution » que l'Etat constitue chaque année depuis 2007. A l'origine, cette réserve devait servir à faire face à des à-coups conjoncturels ou à des coups durs, comme une expédition militaire imprévue. Trop souvent, on l'a utilisée à des fins non avouables. L'an dernier, 900 millions ont été prélevés pour assurer les fins de mois des fonctionnaires. Pour éviter ces mauvaises tentations, la réserve serait donc gelée, quitte à la supprimer ensuite. Avec ces 6 milliards supplémentaires, l'iFRAP parvient à ses 30 milliards d'économies annuelles pour cinq ans. Voilà, tout est dit. Mais quel menu ! ■

**DÉPENSES PUBLIQUES :
LES VÉRITÉS QU'ON N'OSE PAS DIRE**

**INTERNET :
L'INTERVIEW DE SARKOZY**

Le Point

www.lepoint.fr Hebdomadaire d'information du jeudi 15 mars 2012 n° 2061

L 13780 - 2061 - F: 3,50 €

Le prophète

- Sa solitude • Ses vérités • Sa stratégie du recours
- Des extraits de son livre « La France solidaire »



**Algérie : l'Histoire
qui fait mal**

Et si les Français étaient des Grecs ?
Par François de Closets